

Déclaration préalable FSU au CTSD de Haute-Saône du 25 janvier 2022.

Cette déclaration est commune aux délégations FSU qui siègent dans les CTSD 2^e degré des quatre départements de l'Académie.

Depuis bientôt 5 ans, nous assistons à l'inexorable dégradation du service public d'éducation. Pendant ces 4 dernières années, les moyens alloués aux collèges des 4 départements n'ont cessé de baisser pour finalement se stabiliser, l'année prochaine, à un niveau particulièrement bas. Le Ministère impose sa politique d'économies, les rectorats répercutent ces baisses et il nous reste, ici, au niveau départemental, à assister à l'équitable répartition de la pénurie. Du Jacobinisme hérité de la Révolution et chargé de faire appliquer le principe d'égalité sur l'ensemble du territoire national, il ne reste que la verticalité d'un pouvoir pressé de renforcer le tri social par l'école et contre elle.

La crise sanitaire semble avoir révélé à une partie de l'opinion et à de nombreux usagers ce que les mensonges du Ministre ont de plus en plus de mal à masquer, les conditions d'enseignement n'ont cessé de se dégrader : suppressions de postes, hausse du nombre d'élèves par classe, dévoiement des dispositifs d'aide personnalisée, mutualisation impossible des AESH... Pour le ministre, et plus largement pour ce gouvernement, l'école est un coût pas un investissement.

Depuis bientôt 5 ans, sur le terrain et ici dans ces instances, nous n'avons eu de cesse de dénoncer les conséquences de la politique ministérielle sur nos conditions de travail : le manque de postes de TZR, les HSA imposées, l'augmentation des postes partagés, le caporalisme institutionnel déguisé en réformes, les temps partiels contraints...

La forte mobilisation du 13 janvier dernier a montré le violent rejet dont le ministre fait l'objet. On est loin de « L'école de la confiance », la place est depuis longtemps déjà, à la défiance ; défiance que les récents déboires de ce dernier n'ont fait qu'accentuer un peu plus et dont les tableaux étudiés ce jour en sont l'ultime illustration.

Soyez sûr, madame l'Inspectrice, que nous ne sommes en rien résignés. Notre attachement au service public en tant que citoyens et agents, nous commande de lutter contre cette politique de destruction et contre sa communication qui tente de changer le plomb en or.